



Après les retraites: la santé, l'enseignement public, les licenciements ...

**Pour briser l'offensive du gouvernement Chirac-Raffarin,
tirer les enseignements de la défaite sur les retraites:
Les dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU doivent cesser de "jouer le jeu",
rejeter la "concertation" et combattre le gouvernement UMP.**

Le programme du gouvernement UMP résumé par F. Mer: "les gens qui sont riches le méritent"

Encouragé par sa victoire sur les retraites, le gouvernement Chirac-Raffarin - dont Francis Mer vient de redire sans pudeur qu'il est le gouvernement du grand Capital- frappe sur tous les fronts, main dans la main avec le Medef. Les licenciements pleuvent. Des centaines de milliers de chômeurs apprennent durant l'été que leur indemnisation est réduite ou supprimée.

A la SNCF, à la Poste, dans la Fonction publique, de suppressions de postes par milliers sont annoncées, tandis que le gouvernement gèle le salaire des fonctionnaires et annonce un "salaire au mérite". Des milliers d'intermittents sont jetés sur le pavé.

Les impôts des plus riches baissent, et ceux qui frappent les masses montent. Le gouvernement paie les ardoises du Crédit Lyonnais, vole au secours des banques engagées dans Alstom, y prenant directement en charge la "restructuration": des milliers de licenciements.

La canicule a entraîné des milliers de morts, acte d'accusation terrible de la politique du gouvernement qui appauvrit la masse de la population, gèle les crédits des maisons de retraite et surtout continue à étrangler l'hôpital public. Le gouvernement en profite pour voler un jour de travail au compte du patronat alors qu'il y a des millions de chômeurs; pour accélérer le plan "hôpital 2007" de destruction et privatisation de l'hôpital public.

"je ne vois pas la réforme de la santé, la réforme de l'énergie, sans la CGT, sans FO" (Raffarin)

Raffarin doit présenter prochainement "l'agenda 2006" de son gouvernement. Mais sans perdre une minute, le gouvernement a déjà rencontré plusieurs fois les dirigeants syndicaux confédéraux et veut les associer à un "conseil d'orientation de la santé". Pour quelle politique? Celle qu'annoncent les déremboursements en cascade de médicaments: la fin du droit aux soins sauf pour les plus riches "méritants" dirait F.Mer.

Dans le même temps a été lancé un "grand débat sur l'éducation" pour associer à tous les niveaux les fédérations syndicales. Il doit aboutir à une "loi d'orientation"... mais dès cet automne le projet de loi de "décentralisation", démantèlement de l'enseignement, de l'équipement, de l'action sociale doit passer au parlement, ainsi que le projet sur l'autonomie des universités.

Et d'ici la fin de l'année le gouvernement entend que des "négociations" syndicats/patronat lui permettent de boucler sa "loi sur les restructurations". Les licenciements pleuvent: Chirac, Raffarin et Seillière

veulent les faciliter. La privatisation d'EDF-GDF est également à l'ordre du jour.

Pour tout ceci, le gouvernement a besoin de l'aide des appareils syndicaux. Le 24 juillet, Raffarin déclarait:

"sur chaque dossier d'avenir, nous reprendrons le dialogue avec toutes les organisations, sans jamais exclure celles qui ont, par exemple, refusé de conclure dans les dernières réformes. Cela veut dire que je ne vois pas la réforme de la santé, je ne vois pas la réforme de l'énergie sans la CGT, sans Force Ouvrière, sans toutes les organisations qui voudront participer, autour de la table, à ces discussions d'avenir, sur des dossiers très importants pour notre pays. C'est un élément clé du progrès pour notre pays, dans cette période où la croissance se faisant attendre, les tensions sociales sont pour nous des occasions évidentes d'attention et de vigilance."

Le gouvernement entend autant que possible associer à sa politique les dirigeants syndicaux CGT FO et FSU, (mais aussi le PS et le PCF). Cela se comprend: c'est ainsi qu'il fait passer la loi Fillon sur les retraites.

Tirer le bilan de la défaite sur les retraites, c'est combattre pour imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils cessent de répondre au gouvernement: "nous souhaitons jouer le jeu" (FSU)

"Nous souhaitons jouer le jeu", déclarait le dirigeant de la FSU, principale fédération enseignante, le jour du lancement du "grand débat" sur l'école. "Nous voulons négocier" clamait Blondel lors de son meeting du 13/09, au lendemain des retrouvailles médiatisées Thibault (CGT)/ Chérèque (CFDT, co-auteur de la loi Fillon).

Avec ce ballet de rencontres quasi quotidiennes avec le gouvernement, les dirigeants confédéraux et fédéraux persistent dans la voie qui a mené à la défaite sur les retraites au printemps dernier.

Car au printemps dernier, pour arracher le retrait du plan Fillon, les travailleurs ont cherché à infliger une défaite au gouvernement Chirac-Raffarin. Ce mouvement était un mouvement politique, contre la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, contre ce gouvernement. Et tous le savent bien: rien ne pourra être obtenu sans que ce gouvernement soit combattu et vaincu.

Mais les travailleurs savent aussi qu'ils ont subi une lourde défaite sur la question des retraites. La bourgeoisie a fini par liquider les 37,5 annuités dans la fonction publique, engagé le passage aux 42 annuités pour tous, fait place nette aux fonds de pension.

A quoi se sont-ils heurtés? Au refus des dirigeants syndicaux CGT, FO FSU, de combattre dans l'unité (avec aussi le PS et le PCF) contre le gouvernement, par

l'appel à la grève générale, puis à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour interdire à la majorité UMP de voter. Selon *Le Parisien* du 27 août: "*Avant l'été, si la CGT l'avait voulu, confie un ministre de Raffarin, le pays basculait dans la grève générale.*"

Ce qui a permis au gouvernement de tenir le calendrier qu'il avait annoncé sans problème majeur, c'est la participation des dirigeants confédéraux durant des mois à la "concertation", comme auparavant au "conseil d'orientation des retraites"; c'est leur campagne commune pour une "réforme" des retraites, allant jusqu'à la rédaction d'un "diagnostic partagé" avec Fillon qui figure en préambule de la loi votée.

Et ils voudraient maintenant mener la même politique sur l'assurance-maladie, l'éducation, les licenciements?

Pour mettre le gouvernement hors d'état de nuire, à bas la "concertation"!

Unité des organisations syndicales (CGT, FO, FSU), du PCF, du PS, pour le combattre et le vaincre

Alors que s'abattent sur la classe ouvrière, les travailleurs, la jeunesse les licenciements, les mesures réactionnaires du gouvernement Chirac-Raffarin, alors que se prépare une offensive brutale contre la santé et l'hôpital public, toutes les forces qui disent parler au nom des travailleurs, les directions syndicales, le PS, le PCF, portent l'entière responsabilité à cette étape que cette offensive se poursuive ou qu'elle se brise.

Dans l'immédiat, il faut exiger des dirigeants syndicaux CGT, FO (et FSU) qu'ils se prononcent nettement:

- pour la défense du droit à la santé:

non à la contre-réforme de l'assurance-maladie, retrait du plan "hôpital 2007"

en conséquence: **boycott du "conseil d'orientation" de l'assurance-maladie.**

L'assurance-maladie repose exclusivement sur les cotisations salariales: que l'Etat et les patrons lui paient leurs dettes colossales (plus que le soit-disant déficit), et que la gestion de la CNAM soit assurée par les seules organisations ouvrières. Mais elle est aussi victime du chômage qui frappe des millions de personnes de moins en moins indemnisées. Les dirigeants des confédérations et fédérations ouvrières CGT et FO doivent se prononcer:

plus aucun licenciement!

Et organiser le combat sur cet axe, brisant l'isolement entreprise par entreprise, en réunissant les travailleurs et unifiant leur combat, ce qui exige pour commencer de:

rompre les négociations sur la loi touchant aux "restructurations".

- Pour la défense du droit à l'instruction, de l'école publique et de son cadre national la responsabilité des dirigeants fédérations, c'est d'exiger:

le retrait du projet de loi sur la décentralisation; et d'ores et déjà de **boycotter et d'appeler au boycott du "grand débat sur l'école"** (ce qu'a décidé pour le moment le PS),.

Tous les travailleurs conscients ont pu le mesurer en mai juin 2003: l'ennemi, c'est le gouvernement Chirac-Raffarin. Le mettre hors d'état de nuire s'affirme chaque jour comme une question vitale pour le prolétariat et la jeunesse.

Pour cela, et les travailleurs ont cherché à l'imposer au printemps dernier dans les manifestations, par d'innombrables adresses aux confédérations et fédérations, il faut réussir à dicter aux dirigeants syndicaux qu'ils combattent le gouvernement au lieu de s'associer à sa politique.

Il est tout autant nécessaire d'exiger des organisations syndicales CGT, FO et FSU, et aussi du PS et du PCF, qu'ils forment ensemble un front uni contre le gouvernement Chirac-Raffarin, sur l'objectif d'en finir avec lui et sa politique.

Un autre gouvernement, émanant de ce front uni, pourrait alors voir le jour. Il aurait à mener la seule politique répondant positivement aux aspirations des travailleurs et de la jeunesse, le droit au travail, aux études, à la santé, à un logement décent: une politique révolutionnaire, s'en prenant aux intérêts de la bourgeoisie, brisant la 5^e République, rompant avec l'"Union Européenne", expropriant le Capital pour organiser la production selon les besoins des masses et non plus la recherche du profit.

Combattre pour faire prévaloir cette politique nécessite de s'organiser, et contribuer ainsi à construire le Parti ouvrier révolutionnaire. Prenez contact, participez aux réunions qu'organise notre Cercle.